



N° 472 SAMEDI 28 FÉVRIER 2026

DIMANCHE 8 MARS 2026

SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES DU MONDE ENTIER

Nous sommes secrétaires, aides à domicile, infirmières, cheminotes, enseignantes, vendeuses, caissières, ouvrières, ingénieures, paysannes... Nous sommes travailleuses, précaires, retraitées, migrantes, handicapées... Nous sommes indispensables à la société et pourtant sous-payées, précarisées, invisibilisées. Nous gagnons en moyenne 22 % de moins que les hommes. Pénalisées au travail durant notre carrière, en retraite l'écart passe à 38 % avec souvent des pensions en dessous de 1 000€.

Nous occupons 80 % des emplois à temps partiel et nous sommes 80 % à assumer la responsabilité des familles monoparentales. La revalorisation des métiers féminisés (éducation, soin, lien, santé, nettoyage...), l'égalité salariale, l'interdiction du temps partiel imposé, la revalorisation des prestations sociales sont une nécessité pour nous toutes.

Premières employées et usagères des services publics, nous compensons les carences de l'État auprès des enfants, des personnes âgées ou en situation de handicap, au détriment de notre travail et de notre santé. En détruisant volontairement les services publics, les gouvernements successifs ont dégradé nos vies.

Les services publics nous sont plus que jamais indispensables. Le droit fondamental à notre sécurité n'est pas assuré malgré les promesses de Macron et la justice ne nous est que rarement rendue. Près d'une femme sur trois est victime de violences conjugales ou sexuelles au cours de sa vie. 164 féminicides ont eu lieu en 2025 et un viol ou une tentative de viol a lieu toutes les 2 minutes 30. Nous attendons des actions concrètes contre ces violences dont l'arrêt immédiat des baisses des financements des associations qui accompagnent et soutiennent les femmes.

Ce 8 mars 2026, nous nous mobilisons aussi pour nos sœurs du monde entier, réfugiées, déplacées, emprisonnées, qui subissent les conséquences mortifères des guerres. Nous dénonçons « le réarmement démographique » de Macron, le retour du « travail-famille-patrie » de Mme Vassal à Marseille qui veut que la place des femmes soit à la maison à s'occuper des enfants. Nous sommes et resterons mobilisées tous les jours contre le patriarcat, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, les politiques libérales et autoritaires du gouvernement et contre l'extrême droite.

APPEL POUR LE 8 MARS

DES ÉTRANGERS ET NOS FRÈRES POURTANT

Le 21 février 1944, ils sont 22 à être fusillés au Mont-Valérien. Olga Bancic est transférée en Allemagne, où elle sera guillotinée le 10 mai 1944.

*"Ils étaient 20 et 3 quand les fusils fleurirent
20 et 3 qui donnaient leurs cœurs avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant"*



SUR LE SITE DE FRED SOCHARD

MUNICIPALES CHAUMONT : QUI POUR PRÉSIDER L'AGGLO ?

LIRE PAGE 2

LA CONFRATERNITÉ VUE DU JHM

LIRE PAGE 2

ANTIFASCISTE

LIRE PAGE 3

CHÂTEAUVILLAIN : 269 500 POULETS PAR AN

LIRE PAGE 4

DIMANCHE 8 MARS 2026 CINÉMA À L'AFFICHE 16 H - CHAUMONT



> Municipales Chaumont QUI POUR PRÉSIDER L'AGGLO ?

On s'apprête à élire les conseils municipaux et tout le monde se préoccupe de savoir qui sera le prochain maire de Chaumont (pour l'instant aucune femme n'est annoncée tête de liste). Mais bien peu d'acteurs et d'observateurs semblent s'intéresser à l'Agglomération. C'est pourtant elle qui régit une bonne partie de nos services : les bus, les ordures, la piscine, le développement économique (entreprises et commerces), la politique de la ville (Rochotte et Cavalier notamment), etc. De plus, c'est elle qui gère l'ensemble des personnels municipaux.

Paul Fournié, tête de liste LR, est le seul qui, jusqu'ici, ait annoncé clairement la couleur : s'il est élu maire, il briguera aussi la présidence de l'Agglo. Et il l'a justifié par le fait que Chaumont représente à elle seule la moitié de la population tout en apportant 60 % des ressources. Il a ajouté que la très grande majorité du personnel estampillé Agglo travaille en réalité pour la ville.

Ce dernier argument n'a pas été du goût du Jhm qui a posé deux questions dénuées de toute réflexion : « Pourquoi la moitié de la population n'aurait-elle pas autant d'agents à son service que les Chaumontais ? Est-ce que les Chaumontais valent mieux que les autres ? ».

Evidemment, les Chaumontais ne valent pas mieux. En revanche, tout en étant en moyenne plus pauvres que leurs voisins, ils payent plus d'impôts, tout simplement parce que les bases d'imposition sont bien plus élevées en ville qu'à la campagne. Certains de ceux qui quittent Chaumont pour aller vivre alentour le font d'ailleurs pour cette raison. Enfin - faut-il le rappeler ? - chaque commune paye à l'Agglo la part de son personnel.

En fait, si la ville utilise beaucoup plus d'employés, c'est parce qu'elle s'occupe de beaucoup de choses que la plupart des villages n'ont pas. Lorsque les habitants de la campagne viennent, par exemple, bénéficier des services sportifs et culturels de la ville, ils ne se préoccupent pas de savoir qui prend en charge les bâtiments, les équipements et le personnel. Peut-être pensent-ils que leur prix d'entrée ou leur cotisation compense l'intégralité des coûts ? Lorsqu'ils adhèrent à une association chaumontaise, demandent-ils à leurs propres communes de subventionner l'association à proportion de ce que fait la ville ?

Il ne s'agit pas de méconnaître les difficultés des habitants des villages (à commencer par les frais d'incessants déplacements) et il est évident que les associations chaumontaises gagnent en vitalité quand les habitants des environs viennent les étoffer. Mais laisser croire qu'au sein de l'Agglo les petites communes sont lésées, est indigne du quotidien local.

En réalité, que le président de l'Agglomération soit chaumontais ou non n'a pas grande importance, s'il agit en toute impartialité, évitant de jouer la campagne contre la ville. Cependant, s'il vient d'un petit village, il faut qu'il soit capable de mettre son ego de côté. Sachant qu'ici seul le maire est réellement connu, on court vite à la catastrophe si le représentant de l'Agglo cherche à exister au même niveau.

L'utilisation de Palestra par Stéphane Martinelli ces six dernières années est l'illustration de ce qu'il ne faudrait pas faire.

Lionel Thomassin

ET LA CONFRATERNITÉ ?

Nous étions interrogatifs - nos journaux en sont témoins - sur le rapport qu'entretient la direction du Jhm avec la déontologie. Avec ce mot, d'autres nous arrivent en cascade : vérité, intégrité, rigueur, équité... Solidarité aussi... Si elle n'est pas inscrite dans le marbre, n'est-elle pas dans la tradition de la profession ? On appelle cela la confraternité. Lorsqu'un journaliste est agressé physiquement lors d'une manifestation, parfois par un manifestant, le plus souvent par des policiers en déséquilibre avec la légalité... Ou retenu prisonnier comme l'est actuellement Christophe Gleizes.

On s'attendait donc à un service minimum de la part du quotidien local quand Christophe Poirson, journaliste à l'Affranchi, a subi l'attaque ignoble de la part de Cyrille Vedrenne, tête de liste RN aux élections municipales, qui a publié sur les réseaux sociaux l'adresse personnelle du journaliste. Une tentative d'intimidation passible des tribunaux, bien dans la lignée des propos fascistes que l'on entend de plus en plus résonner dans notre pays.

Pas un mot. Rien. Silence directorial. Certes, renseignement pris, de nombreuses personnes et, parmi elles, des journalistes, on fait parvenir des messages de soutien à l'Affranchi. Mais les lecteurs du Jhm, si souvent informés des prises de paroles ou des initiatives du RN, n'auront rien su des attaques subies par un confrère journaliste chaumontais.

Richard Vaillant

RN ET JHM

Laurent Jacobelli député d'extrême droite de la Moselle se fait plus remarquer par la répétition de ses invectives à l'encontre de ses collègues lors des séances parlementaires que par la qualité de ses discours. Ses dernières interventions lui ont valu la semaine dernière d'être sanctionné par le bureau de l'Assemblée nationale pour « injures et provocations ».

Ces hauts faits d'armes ont aussitôt été récompensés par le soutien inconditionnel de Frédéric Fabre, maire de Doulaincourt.

Ce qui interroge, pour reprendre la formule de ce dernier, ce n'est pas la position assez prévisible de l' élu local « frontiste » mais la large publicité que lui accorde le quotidien départemental. Vichy n'est pas encore de retour, mais un certain journalisme collabore déjà

A. Fellner

LE DESSIN DE FRED SOCHARD

France info...



ANTIFASCISTE

Orwell reviens... Certains journaux font leur *une* avec cette phrase. Un film documentaire de Raoul Peck sur le roman de George Orwell, 1984, est en salle actuellement : *Orwell 2+2=5*. Pour nous dire que dans ce monde des trumpistes et de l'ultralibéralisme, plus rien ne semble faire sens, les faits, les mots. On se souvient des slogans du roman de George Orwell : la guerre, c'est la paix, la liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force... Cette dernière citation résonne étrangement après le drame de Lyon.

Personne ne doit mourir pour ses idées et, s'il faut condamner avec la plus grande fermeté la mort de Quentin Deranque, force est de constater que les victimes de l'extrême droite ont rarement eu droit à un tel traitement médiatique. L'instrumentalisation à laquelle a donné lieu ce drame orchestré par le RN et son ultra-droite n'a pu se faire qu'avec la complicité bienveillante des pouvoirs publics du Rhône et du gouvernement. Une instrumentalisation dangereuse, car elle ouvre grand la porte à la banalisation du fascisme.

Une semaine où tout a basculé. D'abord, avec cette minute de silence à l'Assemblée nationale. Pour la première fois depuis Pétain, la représentation nationale a rendu hommage à un militant fasciste, membre d'un groupuscule raciste, homophobe, antiféministe, antisémite, adepte de la violence.

Puis, sans évoquer à quelque moment que ce soit le contexte lyonnais (où s'exerce régulièrement, depuis des décennies, une violence d'extrême droite), les médias, y compris publics, sont pris dans une espèce de spirale loin d'être exempte d'arrière-pensées politiciennes. Le Syndicat des journalistes CGT déplore, avec raison, que de nombreux journalistes se soient départis de leur neutralité sur cette affaire, y compris sur les antennes du service public, concernant la manifestation de militants néo-fascistes à Lyon le 21 février. La journaliste en plateau estimant même que la manifestation s'était bien passée. Oubliés les saluts fascistes, oubliées les croix gammées aperçues sur le bras ou dans le cou de certains manifestants.

Un 21 février au goût écœurant, jusqu'au bout. On se souviendra que le ministre de l'Intérieur a osé autoriser cette manifestation le jour où l'on commémorait la mort de Missak Manouchian et de 22 de ses camarades, pour la plupart étrangers, fusillés par les nazis.

L'heure pour nous de reprendre avec force le slogan de nos camarades du Rhône : *On ne nous fera pas taire. La CGT était, est et restera antifasciste* ».

Richard Vaillant

L'EXTRÊME DROITE TUE...

Voici les faits, les noms, les dates :

- En mars 2022, Federico Martin Arambourou, argentin, a été abattu par des militants du GUD en plein Paris.
- En décembre 2022, trois militants kurdes : Emine Kara, Mîr Perwer et Abdulrahman Kizil, sont abattus et quatre autres blessés, un crime raciste porté par la haine.
- En mai 2022, Eric Casado Lopez a été exécuté d'une balle dans la tête par un conspirationniste nostalgique du IIIème Reich.
- En août 2024, Djamel Bendjaballah a été tué par un membre de la Brigade française patriote.
- En décembre 2024, Mustapha et Ahmid, deux Kurdes iraniens, sont assassinés, un double meurtre dans un silence médiatique.

La violence de l'ultra-droite n'est pas un fantasme, c'est un bilan de sang.

et pourtant les médias n'en parlent pas !

Pascal Pruvot

sources #Justice#Extrême droite#Fact checking

8 MARS 2026 **CINÉMA À L'AFFICHE**
16 H - CHAUMONT

**POUR LES DROITS DES FEMMES
ET LA SOLIDARITÉ AVEC LES
FEMMES RÉFUGIÉES**



1ER MAI
SALLE DES FÊTES BROTTES
CHAUMONT



REPAS ET CONCERT 28€ - CONCERT SEUL : 15 €

RÉSERVATIONS - TÉL : 06 75 57 39 07

INITIATIVE DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
ET DE L'UNION LOCALE SYNDICALE DE LANGRES

RÉSERVATIONS OUVERTES

REPAS ET CONCERT : 28 €

CONCERT SEUL : 15 €

Réservation par SMS ou téléphone :

06 75 57 39 07 ou

06 73 35 11 80 (Langres)

Par mail : vaillant.adriana@orange.fr

Journal du Syndicat CGT des retraités de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78

<https://cgtretraites-chaumont.fr> <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs **N° 472 - SAMEDI 28 FÉVRIER 2026**

UNE. Logo du site Grève féministe <https://www.grevefeministe.fr/>



LE SÉNATEUR DUPLOMB A TOUCHÉ PLUS D'UN MILLION D'EUROS DE SUBVENTION.

Le sénateur Duplomb se présente volontiers comme un “petit paysan” de Haute-Loire, farouche défenseur d’un monde rural en proie à des difficultés sans nom.

Le site [BONPOTE](#) a donc vérifié ce qu’il y avait de vrai dans cette biographie un rien fantaisiste. Et la réalité, nous dit le site, c’est qu’il fait partie des agriculteurs les plus subventionnés de France, voire même des 1 % les mieux dotés pour l’année 2023 où il a reçu 209 000 euros de subventions. Depuis 2020, selon nos calculs basés sur les données de la PAC et des délibérations régionales en Auvergne-Rhône-Alpes (c’est un grand ami de Wauquiez), la structure familiale de Laurent Duplomb a capté plus d’un million d’euros d’aides publiques.

[Thibaut Schepman](#) [Le BONPOTE](#)

PLUS DE 13 000 MILLIONNAIRES NE PAIENT PAS D'IMPÔT SUR LE REVENU

En 2024, 13 335 contribuables disposant d’un patrimoine immobilier considérable n’ont pas payé l’impôt sur le revenu. Un document de Bercy confirme les déclarations de l’ancien ministre Eric Lombard.

Cette escroquerie est possible grâce à l’aide d’avocats fiscalistes qui utilisent tous les moyens que le système fiscal actuel permet pour éviter de payer l’impôt. D’après les travaux de l’Institut des politiques publiques, quand le revenu fiscal de référence dépasse les 800 000€, les plus riches ne paient quasiment aucun impôt, soit moins de 2 % de leurs revenus en moyenne.

Les petits contribuables que nous sommes apprécieront ! Amélie de Montchalin, ministre de l’Action et des Comptes publics a soutenu « les yeux dans les yeux » à l’Assemblée nationale, que ce n’était pas vrai et qu’aucun document ne le prouvait. Elle qui est la ministre de Bercy ne connaîtrait pas ces documents et ne saurait pas que plus on est riche, moins on paye d’impôts !

Macron, plaçant ses pions, vient de la nommer à la tête de la Cour des comptes, l’institution censée contrôler la bonne utilisation de l’argent public et donner un avis sur le budget. Elle va donc se prononcer sur les budgets d’austérité qu’elle a elle-même contribué à élaborer. C’est d’un cynisme absolu. Cette nomination est d’autant plus problématique que ce poste est inamovible et irrévocable jusqu’à l’âge de 68 ans.

Marie-Rose Patelli

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

- Merci à Arlette, Chantal, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Patricia, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Gérard, Mireille, Lionel, Christian, Anne-Marie, Francis et Christine, Liliane, Séverine, Hervé, Marie-Thérèse, Claire, Marinette, Jean-Claude, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Josette, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Christian, Rachel, Michel, Josiane, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Marie-Christine, Pierre, Richard, André et Josette, Sylvie, Jean-François, François, Francis, Christophe, Michel, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Christine, Patricia, Agnès, Jorge, Luc, Claudine, Colette et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom :Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités de Chaumont

CHÂTEAUVILLAIN 269 500 POULETS PAR AN

Le méga poulailler annoncé à Châteauvillain doit accueillir 38 500 poulets sept fois dans l’année. Des poulets élevés en 40 jours à coup d’antibiotiques et de produits pour les faire grossir le plus rapidement possible. Un élevage industriel pour le profit, au détriment de la santé humaine et du bien-être animal. [A lire dans ce dossier :](#) *l’élevage émet des polluants atmosphériques réglementés (NH3, poussières fines, ...) et des gaz à effet de serre (GES) : dioxyde de carbone (CO2), méthane (CH4) et protoxyde d’azote(N2O.) La présence de ces polluants dans l’air peut avoir des impacts significatifs sur les santé humaine et animale. Les déplacements atmosphériques : odeurs ou NH3 peuvent se transporter sur plusieurs kilomètres dans certaines conditions météorologiques exceptionnelles.*

- *l’addition ponctuelle de flux azotés ou phosphorés dans les eaux est théoriquement possible, mais reste limitée par l’absence de superposition des plans d’épandage et la distance.*
- *la propagation de maladies animales : via vecteurs biologiques ou transport, le risque existe mais reste très faible et contrôlé par les mesures de biosécurité.*
- *les flux routiers ponctuels : les livraisons simultanées pourraient créer une faible concentration sur des axes régionaux, mais les routes empruntées sont distinctes.*

Donc il y aura bien des effets négatifs pour notre santé mais ils sont dans « les normes » de Macron qui, durant ses deux quinquennats, a offert de nombreux cadeaux aux promoteurs de l’agriculture productiviste, notamment en matière de pesticides, de fermes-usines et de mégabassines. Le dossier est consultable sur le site de la préfecture et à la mairie de Châteauvillain jusqu’au 18 mars.

À noter qu’il faut le demander à l’accueil de la mairie tout comme le registre car il n’est pas mis à disposition dans un lieu spécifique. De plus, aucun registre dématérialisé n’existe et il faut faire un courrier à la préfecture si on ne peut se déplacer à Châteauvillain. La maire, Mme Lavocat, qui a donné un avis favorable à ce projet le 29 septembre 2025, sans en parler au conseil municipal, veut-elle qu’on ne s’y intéresse pas ?

Marie-Rose Patelli